

JUGEMENT N°110/20/CJ1/SII/TCC

du 03 septembre 2020

-----

Rôle Général

BJ/TCC/2020/0158

-----

Victorien OUENSAVI  
(Me Victorien Olatoundji FADE)

C/

- Société ARASA INVESTMENTS LTD  
(Mes Zakari BABA BODY, Iréné GASSI  
et Alexis Armand DEGUENON)
- GEC TCC

-----

## OBJET

Opposition à ordonnance  
d'injonction de payer

## REPUBLIQUE DU BENIN

### TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

#### SECTION II

#### CHAMBRE DE JUGEMENT

#### COMPOSITION

**Président :** Romain KOFFI

**Assesseurs :** Cyprien TOZO et Laurent SOGNONNOU

**Ministère Public :** Mario Elonm METONOU

**Greffier :** Jacques HOUEGBE

Débats le 30 juillet 2020 ;

Jugement contradictoire prononcé en premier ressort à  
l'audience publique du 03 septembre 2020 ;

#### PARTIES EN CAUSE

##### DEMANDEUR :

**Victorien OUENSAVI**, gérant de société, de  
nationalité béninoise, demeurant et domicilié à  
Abomey-Calavi, quartier Gbodjo, carré n° 36, tél : (229)  
97 97 20 19 ;

##### DEFENDEURS :

**1-Société ARASA INVESTMENTS LIMITED**,  
société unipersonnelle de droit ghanéen, dont le siège  
social est sis à Accra, P.O Box, 118, immatriculée au  
registre des sociétés d'Accra sous le numéro  
CS010592017-C0007610777, prise en la personne de son  
gérant, Franck Peter ERKASLAN, ayant pour conseils,  
Maitres Zakary BABA BODY, Iréné GASSI et Alexis  
Armand DEGUENON, au cabinet duquel, domicile est  
élu pour les présentes ;

**2- Greffier en Chef du tribunal de commerce de Cotonou**, sis au greffe dudit tribunal, Avenue Jean Paul II, Carrefour des Trois (03) Banques à Cotonou;

### **LE TRIBUNAL,**

*Vu les pièces du dossier ;*

*Où les parties en leurs moyens et prétentions ;*

*Après en avoir délibéré ;*

Se fondant sur une créance de vingt-huit millions six cent quatre-vingt-dix-neuf mille cinq cent (28.699.500) FCFA sur Victorien OUENSAVI, la société ARASA INVESTMENTS LIMITED a obtenu du Président du tribunal de commerce de Cotonou, l'ordonnance d'injonction de payer n°227/2019 du 30 décembre 2019 aux fins de recouvrement de ladite somme;

Par acte du 14 février 2020, Victorien OUENSAVI a formé opposition contre cette ordonnance et a attiré devant le tribunal de commerce de Cotonou, la Société ARASA INVESTMENTS LIMITED, pour obtenir :

- la rétractation de ladite ordonnance ;
- la condamnation de celle-ci au paiement des sommes de :

- ✓ cinq millions sept cent cinquante mille (5.750.000) francs CFA représentant au titre de manque à gagner ;
- ✓ deux millions trente-trois mille neuf cent dix (2.033.910) francs CFA objet d'une facture du 10 octobre 2018 ;
- ✓ la compensation entre leurs créances respectives ;

Au soutien de ses demandes, Victorien OUENSAVI expose qu'il est en relations d'affaires, ès qualité gérant de la Société RALPH GLOBAL ENTREPRISE SARL, avec la société turque TIRIAKY dont la société ARASA INVESTMENTS LIMITED est l'une des filiales ;

Qu'il a résulté de leurs relations commerciales portant sur l'achat et la livraison de soja, une créance à son profit de deux millions trente-trois mille neuf cent dix (2.033.910) francs CFA, objet de la facture n° 004/PF/06/18 du 10 octobre 2018 ;

Que par la suite, il a signé avec la société ARASA INVESTMENTS LIMITED un contrat de partenariat en vertu duquel il devait se charger de livrer du soja d'une valeur de cinquante mille (50.000) dollars américains, soit de vingt-huit millions six cent quatre-vingt-dix-neuf mille cinq cent (28.699.500) francs CFA ;

Que la société ARASA INVESTMENTS LIMITED a détourné ses fournisseurs pour se faire livrer du soja directement par ces derniers ;

Que ces agissements de sa partenaire l'ont mis en difficulté et dans l'impossibilité d'honorer ses engagements ;

Qu'il s'est alors résolu à rechercher d'autres fournisseurs qui ont détourné les fonds qu'il leur a remis aux fins de l'acquisition des graines de soja ;

Que l'inexécution dudit contrat est donc imputable à la société ARASA INVESTMENTS LIMITED et engage sa responsabilité ;

Que ce comportement de la société ARASA INVESTMENTS LIMITED lui a occasionné une perte de chance de réaliser les gains qu'il évalue à la somme de cinq millions sept cent cinquante mille (5.750.000) francs CFA dont il sollicite le paiement ;

Que par ailleurs, la société ARASA INVESTMENTS LIMITED étant débitrice à son égard, elle n'est pas fondée à lui signifier une requête aux fins d'injonction de payer ;

La société ARASA INVESTMENTS LIMITED résiste à ces prétentions et soulève l'irrecevabilité de la demande de condamnation au paiement ainsi que son rejet ;

Elle demande également :

- la condamnation de Victorien OUENSAVI :
- ✓ au remboursement des 28.699.500 francs CFA objet de l'ordonnance d'injonction de payer ;
- ✓ cinq millions (5.000.000) francs CFA au titre de frais irrépétibles ;

Elle sollicite en outre l'exécution provisoire sur minute de la présente décision ;

Au soutien de ses prétentions, la société ARASA INVESTMENTS LIMITED développe qu'aux termes de leur contrat de partenariat commercial du 07 novembre 2018, Victorien OUENSAVI devait lui livrer le soja dans les deux semaines ou au plus tard un mois à compter de la réception des fonds ;

Qu'elle lui a mis les fonds à disposition dès le 16 novembre 2018 ;

Que la demande de Victorien OUENSAVI tendant à sa condamnation au paiement de la somme de deux millions trente-trois mille neuf cent dix (2.033.910) francs CFA est irrecevable pour défaut de qualité ;

Qu'en effet, il ressort de la facture produite à l'appui de ladite créance c'est la société RAPH GLOBAL ENTREPRISE Sarl qui est en est titulaire ;

Qu'elle n'est pas une filiale de la société turque TITIAKY avec qui la Société RAPH GLOBAL ENTREPRISE Sarl était en relation d'affaires ;

Qu'à supposer ladite demande de condamnation au paiement recevable, elle est mal fondée ;

Que la seule facture unilatérale produite ne saurait suffire à établir l'existence de la créance réclamée ;

### **1- Sur l'ordonnance d'injonction de payer et les paiements sollicités**

Attendu que l'Acte Uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution dispose en son article 1er : « *Le recouvrement d'une créance certaine, liquide et exigible peut être demandé suivant la procédure d'injonction de payer* » ;

Que l'ordonnance d'injonction de payer ne peut donc être rétractée que lorsqu'elle n'est pas fondée sur une créance remplissant les critères de la certitude, de la liquidité et de l'exigibilité ;

Attendu qu'en l'espèce, il résulte du dossier, et notamment de l'examen du contrat de partenariat du 07 novembre 2018, que ledit partenariat met en relation la société ARASA INVESTMENTS LIMITED et Victorien OUENSAVI ;

Que la société ARASA INVESTMENTS LIMITED a effectivement procédé au versement du montant de 28.699.500 francs CFA sans que Victorien OUENSAVI ne procède à la livraison de la quantité convenue de soja ;

Que c'est donc légitimement qu'elle a sollicité et obtenu du Président du tribunal de commerce l'ordonnance d'injonction de payer n°227/2019 du 30 décembre 2019 ;

Que la condamnation de Victorien OUENSAVI au paiement de la somme de 28.699.500 francs CFA est dès lors justifiée et il sied de la maintenir ;

Attendu, relativement à la demande de paiement de la somme de deux millions trente-trois mille neuf cent dix (2.033.910) FCFA, que la facture n° 004/PF/06/18 en date du 10 octobre 2018 produite au soutien de cette créance émane de la société RAPH GLOBAL

ENTREPRISE SARL et non de Victorien OUENSAVI en son nom propre ;

Que Victorien OUENSAVI pas qualité à réclamer à titre personnel, le paiement de ladite somme ;

Qu'il convient de déclarer irrecevable, la demande de condamnation au paiement de ladite somme ;

Attendu par ailleurs qu'il n'est pas établi que la société ARASA INVESTMENTS LIMITED a posé des actes de nature à empêcher Victorien OUENSAVI d'honorer ses engagements, pas plus que la force majeure invoquée par Victorien OUENSAVI n'est pas justifiée ;

Qu'il échet de rejeter la demande tendant au paiement de la somme de cinq millions sept cent cinquante mille (5.750.000) FCFA à titre de manque à gagner et de dommages-intérêts ;

Attendu ainsi que la somme de vingt-huit millions six cent quatre-vingt-dix-neuf mille cinq cent (28.699.500) FCFA objet de l'ordonnance d'injonction de payer n°227/2019 du 30 décembre 2019 est certaine, liquide et exigible ;

Qu'il y a par conséquent lieu de donner plein effet à ladite ordonnance et de condamner Victorien OUENSAVI au paiement du montant suscité, outre les intérêts de droit ;

## **2- Sur les frais irrépétibles**

Attendu que l'article 717 de la loi 2008-07 du 28 février 2011 portant code de procédure civile, commerciale, sociale, administrative et des comptes dispose : « *Lorsqu'il paraît inéquitable de laisser à la charge d'une partie les sommes exposées par elle et non comprises dans les dépens, le juge peut condamner l'autre partie à lui payer le montant qu'il détermine* » ;

Attendu qu'aucun élément du dossier ne permet de soutenir le caractère inéquitable la prise en charge par la société ARASA INVESTMENTS LIMITED des

sommes non comprises dans les dépens qu'elle a exposées ;

Qu'il y a lieu de rejeter cette demande ;

### **3- Sur l'exécution provisoire sur minute**

Attendu que si l'exécution provisoire peut être accordée en cas d'urgence, l'exécution sur minute quant à elle, ne peut être octroyée que si le temps nécessaire à la délivrance de la grosse risque d'engendrer un préjudice irréparable ;

Attendu que la société ARASA INVESTMENTS LIMITED est une entreprise commerciale dont le recouvrement diligent de ses créances participe du maintien de ses activités ;

Qu'il est à craindre que Victorien OUENSAVI dont la mauvaise foi est établie, use des voies de recours pour se soustraire à l'exécution diligente de ses obligations ;

Que cette situation suffit à caractériser l'urgence nécessaire à l'exécution provisoire ;

Mais attendu que l'exécution sur minute sollicitée, n'est pas justifiée ;

Qu'il y a lieu de la rejeter ;

### **PAR CES MOTIFS**

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en premier ressort ;

- Déclare irrecevable les demandes de condamnation en paiement contre la société ARASA INVESTMENTS LIMITED formulée par Victorien OUENSAVI ;
- Le condamne à payer à la société ARASA INVESTMENTS LIMITED, la somme de 28.699.500 francs CFA ;
- Rejette la demande de condamnation à des dommages-intérêts formulée par celle-ci ;

- Ordonne l'exécution provisoire de la condamnation prononcée à hauteur de moitié ;
- Dit n'y avoir lieu à exécution sur minute ;
- Condamne Victorien OUENSAVI aux dépens.

ONT SIGNE

**LE GREFFIER**

**LE PRESIDENT**